



L'effort (du pouvoir) pour rendre l'autre fou

jeudi 7 mai 2020, par [Jean-Jacques Delfour](#)

Chaque fois qu'un chef apparent a un autre chef, dont il reçoit discrètement les ordres, il est impossible d'éviter la contradiction entre ses buts propres (se faire réélire, promettre quelques bienfaits) et ceux de ces commanditaires (détruire le droit du travail ou le régime solidaire des retraites). Le président de la République doit simuler un amour pour l'intérêt général, les services publics, et il doit en même temps les détruire (parce que c'est la demande du Medef dont il est le fondé de pouvoir, métier qu'il connaît bien).

Cette double contrainte est résolue dans la pratique par la distorsion entre ce que le président dit et ce qu'il fait. Le mensonge ne vient pas simplement d'une personnalité fautive et moralement corrompue : il est une conséquence logique de sa situation politique de serviteur et d' élu au suffrage universel. Toute l'action de l'État est marquée par cette contradiction. On sait la puissance pathogène de la communication paradoxale, contradictoire (cf. l'école de Palo Alto).



Alfred Jarry's Ubu Roi : The Most Punk Play Of All Time
flashbak.com

Ainsi, la parole présidentielle est aisée à décrypter. Pour chaque décision importante, il faut se demander ce que le Medef veut, ou plutôt ce que veut la constellation de très riches, de banquiers, de chefs de grandes entreprises dont Macron est le serviteur zélé et inflexible. Réforme des retraites ou pandémie, la question est : quels profits peuvent en retirer les plus riches ? Il n'y a pas assez de masques ? Création d'un masque au rabais (« grand public ») ; pas de prix plafonné de façon à générer du profit. La pandémie est simplement une occasion d'ouvrir de nouveaux marchés.

Elle sera aussi le prétexte pour continuer le démantèlement de l'hôpital public, après une pause de quelques semaines. Il n'y a aucune raison sérieuse de croire à un changement de politique sur ce point. Le « peuple » est, sinon sidéré, sonné : confiné, réprimé, surveillé, appauvri, fatigué, et toujours chair à matraque. L'exécutif a fait coup double avec le confinement : faire semblant de répondre à la pandémie, interdire la circulation dans l'espace public. Il ne s'attend à aucune résistance de la part du peuple. Le Covid-19 servira à interdire purement et simplement tout droit de manifester. Le pouvoir a intérêt à ce que la pandémie dure.

Depuis son « élection », le président de la République ne se contente pas de favoriser continuellement ce qu'on appelait jadis le grand Capital. Il fait diversion en frappant physiquement le corps social. La violence policière, clairement programmée par le chef de l'État, vise à terroriser les manifestants, à tenir la protestation et la critique pour des infractions. La terreur d'État est un message : « *disparaissez de l'espace public, car vous ne devez pas exister* ». Lors de l'allocution du 1er janvier 2019, pas un mot sur les Gilets jaunes : ils n'existent pas. Ce message de mort politique adressé aux classes populaires s'exprime aussi dans la disparition légale de la solidarité inter-générationnelle (la retraite par répartition) et aussi dans la tentative de créer des sous-citoyens avant les municipales. Le Medef veut vous voir enchaîné à votre poste de travail et rien d'autre.

Cette violence policière se déduit logiquement de l'action du président. Elle est la traduction physique de l'anéantissement politique des classes populaires. Mais la violence policière est aussi l'opération même de cette négation. La parole présidentielle et l'action gouvernementale légifèrent en posant pour chef

véritable la constellation des ultra-riches qui est donc l'unique détenteur réel de la souveraineté. Mais ce coup d'État doit être validé par la maîtrise de la rue dont le nettoyage, la dépolitisation, doit ouvrir celle-ci au seul commerce et la fermer pour l'action politique laquelle perd ainsi son espace d'exercice principal : celle-ci est confinée, interdite.

La brutalité policière assure aussi une banalisation de la violence. Blessures, mutilations, morts, impunité garantie aux policiers, rendent les assujettis capables d'accepter n'importe quelle infraction commise par la police, n'importe quelle atteinte aux libertés publiques. Dans ce cadre, le confinement et l'urgence sanitaire apparaissent comme des outils formidables pour assujettir un peu plus. Au nom sacré de la santé, les libertés publiques sont la cible réelle de la gestion gouvernementale de la pandémie. La maladie est le prétexte pour supprimer de fait la démocratie tout en maintenant son apparence. Confinement de la vie politique qui frise l'annulation. Cet emprisonnement de fait n'empêche pas de communiquer tous azimuts ; d'où la tentative de décréter les bons médias et les autres. Contraindre les corps, c'est bien ; orienter les pensées c'est mieux.

L'incohérence apparente du gouvernement disparaît dès lors qu'on discerne la convergence des deux objectifs : satisfaire les intérêts des plus riches, détourner les institutions démocratiques en brisant le peuple (matraques, grenades offensives, lanceurs de balles de défense, condamnations pénales, destruction des services publics, etc.). La logomachie comique de « la guerre contre le virus » vient tenter de masquer la vraie guerre, la guerre des ultras-riches contre tous les autres. Le virus est certes un être organique, un être vivant ; mais il est aussi un produit social. Un objet-panique qui sidère et facilite l'acceptation de politiques violentes, toutes caractérisées par une castration et un paternalisme complètement inappropriés au point de vue démocratique. Dès l'annonce du confinement, le ministre de l'intérieur a sorti sa matraque : au lieu de parler de pédagogie et d'accompagnement, au lieu de convaincre de l'utilité du confinement sans masque, le ministre du sadisme intérieur a promis des sanctions, comme si le peuple était un enfant, cabochard et stupide.

Ainsi, fermer les jardins publics, une absurdité sanitaire puisque cela diminue l'espace pour se croiser sans se contaminer, assure une autre fonction : habituer à la violence arbitraire. Punir. Brutaliser. Ce gouvernement est sans conteste sadique. Mais ce sadisme n'est pas psychologique et individuel. Il est politique. Le président est un serviteur ; il peut apercevoir dans les banlieusards son propre visage ; les pauvres lui sont un miroir insupportable ; le président obéit au Medef ; il joue la pantomime du monarque alors qu'il n'est qu'un larbin ; c'est pourquoi il hait tant ceux qui ne sont rien, ceux qui doivent obéir toute leur damnée vie. La vérité est que la tyrannie à l'eau de Vichy dont il croit jouir est une farce dérisoire. D'où cette tendance à multiplier les symptômes monarchiques, gestes désespérés qui n'acquièrent de réalité, donc de matière à jouir, que par le biais de la violence, une violence sadique qui cherche à rendre l'autre fou, afin d'avoir toujours des justifications. De la provoc d'État, au bénéfice de la jouissance, pas seulement celle du chef apparent (laquelle est viciée), mais surtout celle des vrais maîtres.

Le confinement intervient dans un cadre historique très particulier : au moment où la violence physique, psychologique, sociale et politique a déjà atteint, depuis 2017, des sommets. L'hypothèse devient crédible d'un immense traumatisme collectif : l'insécurité était déjà grande en raison des violences policières, de la destruction des retraites, etc. Une anxiété à longue échéance provoque inévitablement des moments de décompensation. Combien toute cette violence étatique va-t-elle engendrer de dépressions, de suicides, de passage à l'acte violent, sans compter des attaques terroristes voire, dans un toute autre domaine, une insurrection ? Qui va s'occuper de toute la souffrance qui ne trouvera pas d'étayage « naturel » ? L'hôpital psychiatrique ? Dans quel état d'abandon se trouve ce dernier ?

De même que, dans une entreprise, lorsque les actionnaires exigent une « compression » de la masse salariale, on se débarrasse des travailleurs en leur donnant des objectifs impossibles à tenir, de même, le président de la République, le 13 avril, assigne au gouvernement et surtout à la société une mission impossible à atteindre dans des délais si brefs. Mettre artificiellement en échec la société contient un effet boomerang qui pourrait bien se retourner contre lui. C'est un geste typique du management violent, qui comporte toujours une part de sadisme.

Le déni général du pouvoir à l'égard de toute la violence qu'il engendre sciemment tient à la croyance que la police et la gendarmerie seront capables de réprimer, avec la dernière énergie, jouissant d'une impunité absolue, toute manifestation contre lui. Mais tous les policiers et gendarmes ne soutiennent pas comme un seul homme cette pratique digne d'une dictature. Cette emprise totale des colonels ultra-riches sur le pouvoir, la masse de mensonges qu'implique le double-jeu du président, qui trahit les missions d'intérêt public que la Constitution et le contrat social lui imposent, ne laissent au caporal en chef d'autre voie que l'escalade de la violence. La phraséologie de la guerre exprime une nostalgie : la jouissance d'un pouvoir de vie et de mort qui diffère fondamentalement du pouvoir de l'argent. La bombe atomique intervient ici comme la plus-value de jouissance qui rémunère les sacrifices de la fonction présidentielle et entretient le mythe d'une toute-puissance personnelle étayée par le rêve de la guerre nucléaire ultime (*« c'est moi qui ai le doigt sur le petit bouton rouge ! »*)

La pandémie est politiquement utile : elle sert à justifier tous les abus de pouvoir et elle s'inscrit idéologiquement dans un darwinisme social qui flotte dans l'air du temps. Le mythe de la lutte sociale pour la vie est le slogan qui cherche à naturaliser les inégalités sociales. D'après ce mythe, les plus forts sont les plus riches et ils se préparent à la grande guerre climatique des ultras-riches contre les pauvres, c'est-à-dire l'immense majorité de l'humanité.

« Que le peuple est stupide ! C'est une éternelle race d'esclaves qui ne peut vivre sans bât et sans joug. Aussi ne sera-ce pas pour lui que nous combattons encore mais pour notre idéal sacré. Qu'il crève donc de faim et de froid ! » Lettre de Flaubert à Louis Ménard du 30 avril 1848. « L'idéal sacré » de l'actuel président de la République consisterait dans l'adoration de l'argent et de la puissance qu'il procure.

Jean-Jacques Delfour